INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 10 mai 2022**

* Après quatre séances consécutives de repli, les Bourses européennes ont modestement rebondi ce mardi. Ainsi, le CAC 40 s’est redressé de 0,51% à 6 116,91 points et l’EuroStoxx 50 a regagné 0,88% à 3 557,87 points. En revanche, les indices évoluent en ordre dispersé à Wall Street: le Dow Jones cède 0,46% tandis que le Nasdaq Composite grappille 0,07%, en fin d'après-midi.
* Les places du Vieux Continent ont profité d'une vague de rachats à bon compte, mais également de l'amélioration inattendue du sentiment des investisseurs en Allemagne.
* L'indice Zew, qui mesure le sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques, est en effet ressorti à -34,3 en mai, contre un consensus de -42 et après -41 en avril.
* Pour autant, le climat général reste lourd d'inquiétudes, entre resserrement monétaire de la Fed, guerre en Ukraine, confinements en Chine ou encore la montée de l'inflation. A cet égard, la publication de l'indice des prix à la consommation d'avril aux Etats-Unis est très attendue demain.
* A Londres, la tonne de blé gagne 1,4% à 340 livres sterling, soit un nouveau record. Le cours de la céréale a bondi de plus de 50% depuis le début de la guerre en Ukraine, fin février. Les investisseurs s'inquiètent d'une insuffisance de l'offre, l'Ukraine et la Russie représentant plus d'un tiers des expéditions mondiales. Lundi soir, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a exhorté la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour mettre fin au blocage russe des ports ukrainiens et notamment celui hautement stratégique d'Odessa.

"Il ne s'agit pas d'un coup dur pour l'Ukraine seulement. Sans nos exportations agricoles, des dizaines de pays dans différentes parties du monde sont déjà au bord d'une pénurie alimentaire. Et avec le temps, la situation pourrait franchement devenir effrayante", a souligné le dirigeant.

* La couronne norvégienne accuse sa quatrième séance consécutive de baisse ce mardi. En fin d'après-midi, elle s'échange à 9,69 couronnes pour un dollar. Considérée comme une devise liée aux matières premières - la Norvège est un important exportateur de pétrole -, elle pâtit du repli des cours de l'or noir. Vers 17h, le cours du baril de Brent cédait 0,9% à 104,3 dollars. Depuis la clôture de vendredi, il a perdu près de 6%, pénalisé par la crainte d'une baisse de la demande chinoise, premier importateur mondial de pétrole.
* En 2021, les exportations de matières premières recyclables, qui comprennent les déchets et débris recyclables ainsi que d'autres matières premières secondaires (sous-produits), de l'UE vers les pays tiers se sont élevées à 40,6 millions de tonnes, soit 2 millions de tonnes de plus qu'en 2020, a rapporté Eurostat. L'organisme statistique a observé une tendance à la hausse du volume de ces exportations depuis 2004, atteignant un nouveau pic en 2021 avec une augmentation de 80 % par rapport à 2004 (+18,0 millions de tonnes).

Les importations dans l'UE de matières premières recyclables en provenance de pays tiers ont quant à elles atteint 46,8 millions de tonnes en 2021, soit une augmentation de près de 2,4 millions de tonnes par rapport à 2020 et de 7% par rapport à 2004 (+3,2 millions de tonnes).

* L'indice ZEW du sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques est ressorti à -41 en avril contre -48 attendu selon le consensus Reuters et -39,3 en mars.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Unibail-Rodamco-Westfield (+2,48%), BNP Paribas (+2,15%), Legrand (+1,72%) ont terminé sur la podium du CAC 40. A l'inverse, EssilorLuxottica (-5,10%), Eurofins (-1,67%) et Thales (-1,18%) ont accusé les plus fortes baisses de l'indice phare de la place parisienne.
* Trigano s’est adjugé l'une des plus fortes hausses du SBF 120 ce mardi, à la faveur d’un gain de 3,73% à 119,70 euros. Les investisseurs ont salué des résultats semestriels meilleurs que prévu, grâce aux hausses de prix passées par le roi du camping-car. Cela a permis de reléguer en arrière-plan les tensions persistantes observées du côté de l’approvisionnement en bases roulantes.

Lors du premier semestre de son exercice en cours (septembre 2021-février 2022), Trigano a vu son bénéfice net grimper de 23,5 % sur un an à 141,3 millions d'euros. De son côté, le résultat opérationnel courant a progressé de 18,4% à 179,3 millions, soit une marge de 12% (contre 11,1% un an plus tôt).

Quant au chiffre d'affaires (déjà publié), il a atteint 1,49 milliard d'euros, en hausse de 9,2% à données publiées et de 8,4% à périmètre et change constants.

Globalement, le groupe fait état de tensions sur les approvisionnements en bases roulantes liées à la pénurie mondiale de semi-conducteurs et de fortes augmentations des prix d'achat des principaux composants de ses produits.

Néanmoins, " grâce à une bonne anticipation ", Trigano dit avoir pu " compenser l'évolution des coûts de fabrication par des hausses de tarifs appropriées suivant un calendrier lui permettant de préserver ses marges ".

Concernant les perspectives, si les carnets de commandes sont pleins à craquer, Trigano prévient que l'activité des prochains mois restera fortement dépendante des livraisons des bases roulantes pour camping-cars, qui sont limitées par la pénurie mondiale de semi-conducteurs.

Actuellement, Trigano anticipe une perte de volume de production de l'ordre de 3 000 à 4 000 unités au second semestre. Le groupe signale que la baisse de l'activité devrait affecter particulièrement le troisième trimestre en raison d'un comparable élevé.

* Le Conseil d’Administration de Lagardère, réuni le vendredi 6 mai 2022, a décidé de mettre à l’étude un projet visant à confirmer l’autonomie du pôle radios du groupe (Europe 1, Virgin Radio, RFM), via une réorganisation de la détention et de la gouvernance de celui-ci. Lagardère, qui est sur le point d'être racheté par Vivendi, réfléchit notamment à la possibilité de créer une société en commandite.

"Parmi les voies envisagées, qui devront en tout état de cause être financièrement neutres pour le groupe Lagardère, une option consisterait à regrouper les activités radios sous une société en commandite par actions (ancienne forme sociale de Lagardère SA) dont les associés commanditaires seraient des sociétés du groupe Lagardère, et dont le gérant-commandité serait Monsieur Arnaud Lagardère lui-même, qui en assurerait ainsi le contrôle", a expliqué la société d'édition et de médias.

A l'issue des travaux d'étude, le Conseil d'Administration se réunira à nouveau pour prendre une décision d'ici l'été 2022. La réalisation d'une telle réorganisation serait soumise aux instances représentatives du personnel ainsi qu'aux autorités compétentes pour leurs éventuels autorisations ou agréments.

* Alors que le marché parisien rebondi, Renault a pour sa part abandonné 0,36% à 22,38 euros, après avoir fait part de deux nouvelles au marché. Tout d’abord, les ambitions de Mobilize, sa nouvelle marque de mobilité, ont été détaillées. Hors Mobilize Financial Services, l’entité prévoit d’atteindre une rentabilité à deux chiffres de chacune de ses activités d’ici à 2027, avec un objectif de marge opérationnelle à l’équilibre en 2025.

En parallèle, Mobilize a confirmé son objectif de représenter 20 % du chiffre d'affaires du groupe au losange en 2030.

" Mobilize vend des services et non des véhicules, ce qui permet de générer des revenus récurrents et de réduire les coûts d'utilisation pour nos clients ", a déclaré Clotilde Delbos, la directrice générale de Mobilize.

" Avec le modèle VaaS et sur la base d'un écosystème logiciel intégré, nous proposons une gamme de services allant des solutions de financement à l'assurance, en passant par l'énergie et la maintenance, a-t-elle poursuivi, le véhicule devient une plateforme de services, permettant de multiplier par 3 le chiffre d'affaires généré au cours de son cycle de vie ".

Mobilize n'est pas la seule actualité du jour pour Renault. Le groupe au losange a également annoncé que Geely Automobile Holdings allait acquérir 34,02 % des actions de Renault Korea Motors, via un mécanisme d'augmentation de capital.

Renault entend ainsi renforcer sa collaboration avec le groupe chinois dans les projets futurs autour du lancement d'une toute nouvelle gamme de véhicules pour le marché sud-coréen.

Les nouveaux véhicules seront produits dans l'usine actuelle de Renault Korea Motors à Busan, en Corée du Sud, et la production devrait commencer en 2024.

* Bayer a publié des résultats trimestriels solides grâce à la forte demande pour ses semences et ses pesticides dans un contexte d'envolée des prix agricoles. Le titre du géant allemand de la chimie et de la pharmacie en a profité pour finir au sommet du Dax avec un bond de 5,02% à 61,67 euros. Les analystes ont toutefois regretté que le groupe de Leverkusen n'ait pas relever ses objectifs annuels dans le sillage de cette publication. Sur les trois premiers mois de l'exercice, l'Ebitda de Bayer a atteint 5,25 milliards d'euros, en hausse de 27,5%. Le consensus le donnait à 4,65 milliards.

La raison de cette nette surperformance est la vigueur de la branche "Crop Science", dont l'Ebitda a bondi de 49,9% à 3,67 milliards, soit 70% de l'Ebitda du groupe. Les analystes tablaient sur 2,95 milliards.

En revanche, la branche "Pharma" a souffert. Son Ebitda a reculé de 7,3% à 1,389 milliard.

En termes de ventes, celles de "Crop Science" ont progressé de 21,6% à périmètre et change constants pour atteindre 8,447 milliards, tirées par les volumes (+5,7%) et les prix (+15,9%). Le chiffre d'affaires de la "Pharma" a augmenté, lui, de 2,6% à périmètre et change constants pour ressortir à 4,624 milliards.

Au total, le chiffre d'affaires de Bayer affiche une hausse à périmètre et change constants de 14,3% à 14,639 milliards.

Concernant ses perspectives, le géant allemand s'est dit confiant malgré l'incertitude suscitée par les crises globales. Il confirme ses prévisions dévoilées en mars dernier, soit une hausse significative de ses résultats. Le chiffre d'affaires est attendu à 46 milliards d'euros, soit en hausse de 5% à périmètre et change constants. La marge d'Ebitda est prévue à 26%, et l'Ebitda à 12 milliards.

* Pfizer gagne 1,6% à 49,4 dollars, surperformant le Dow Jones. Le laboratoire américain a signé une nouvelle acquisition. Le géant de la santé a acquis Biohaven Pharmaceutical Holding Company pour 11,6 milliards de dollars en espèces. Biohaven est le fabricant de Nurtec ODT, un traitement antimigraineux à double action approuvé pour le traitement aigu et la prévention épisodique de la migraine chez les adultes. Le groupe utilise ainsi une partie de sa fortune amassée ses derniers mois avec son vaccin et son traitement contre le Covid-19.

Il s'agit de l'opération la plus importante de Pfizer depuis des années. Les acquisitions récentes ont été beaucoup plus modestes. Début avril, Pfizer a annoncé son intention d'acheter ReViral pour 525 millions de dollars. En mars, elle a conclu l'acquisition d'Arena Pharmaceuticals pour 5,4 milliards de dollars.

**ANALYSES**

* La route est droite mais la pente sera rude. Les banques centrales vont maintenant mettre les bouchées doubles pour relever leurs taux d'intérêt. Officiellement pour enrayer l'accélération des prix. Mais iront-elles vraiment jusque-là ?

Par le passé, les grands argentiers n'ont pas hésité. Ils ont même provoqué des récessions pour parvenir à maîtriser l'inflation. L'épisode le plus connu est celui de l'Amérique il y a quarante ans.

Début 1981, le président de l'époque de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Paul Volcker, n'avait pas hésité à pousser le taux d'intérêt directeur à près de 20 % pour faire reculer une inflation qui s'accrochait alors à 13 %, après avoir frôlé 15 %. En 1982, l'indice des prix à la consommation augmentait de moins de 5 %. Et le PIB recula de 2 %…

A côté de Volcker, les banquiers centraux actuels font figure d'aimables plaisantins. La Fed de Joe Powell a marqué les esprits début mai en ayant l'audace d'augmenter son taux directeur de 0,50 % pour le porter jusqu'à 1 %, alors que les prix ont bondi de 8,6 % en un an !

La Banque centrale européenne de Christine Lagarde, elle, se contente de laisser entrevoir un relèvement prochain de son taux directeur actuellement à -0,5 % tandis que les prix ont galopé de 7,5 % sur un an. Un scénario inimaginable il y a seulement trois ans.

Pourquoi alors une telle timidité pour agir sur un prix aussi déterminant de l'économie, pourquoi une telle différence avec la politique mise en oeuvre il y a quatre décennies ?

La réponse la plus évidente est que l'inflation n'est pas la même. En 1973 comme en 2022, il y a eu choc sur les prix de l'énergie. Mais le choc de 1973 s'est répercuté dans une économie très différente, où la hausse des prix faisait mécaniquement monter les salaires via toute une série de mécanismes d'indexation. En cassant la demande par un renchérissement brutal des taux d'intérêt, la Fed a brisé cette spirale.

Cette fois-ci, le problème vient de l'offre. L'épidémie de Covid a bloqué la production et l'acheminement de toute une série de produits. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a multiplié ces blocages. Car si la Chine est l'usine du monde, la Russie en est à la fois la mine et le grenier (premier exportateur mondial de blé, de titane, de pétrole, de gaz, d'engrais azoté…).

Les pénuries touchent ici des points névralgiques. Il est souvent possible de reporter de quelques mois l'achat d'un téléphone mobile ou d'une paire de chaussettes, c'est plus compliqué pour une baguette ou le plein de la voiture.

Face aux problèmes d'offre, la hausse des taux d'intérêt revient à donner des coups de marteau pour tuer une mouche. Les taux d'intérêt risquent de devenir trop élevé pour oxygéner la croissance… et pas assez pour casser l'inflation.

Pour régler le problème, il n'y a pas de solution à court terme. L'une des pistes consiste à investir massivement dans de nouvelles capacités d'offre adaptées à la transition écologique, comme le soulignent les économistes de l’OFCE Jean-Luc Gaffard et Francesco Saraceno, dans un récent billet. Ces investissements seront plus faciles à financer à taux d'intérêt raisonnables.

Mais ce n'est pas la seule raison qui incite les banques centrales à consommer la hausse des taux avec modération. Car un loyer de l'argent qui monte peut aussi avoir un effet dévastateur pour les locataires. C'est-à-dire les acteurs économiques endettés.

A la fin des années 1970, la dette avait peu monté. Seuls les pays en développement avaient de lourds engagements. Et la hausse des taux menée par la Fed a été catastrophique pour eux. Dans les années qui ont suivi, il y a eu plus d'une centaine de restructurations de dettes. En Amérique latine, on parle de la Década perdida - la décennie perdue.

Aujourd'hui, la dette est devenue colossale. C'est vrai bien sûr pour les Etats, qui ont encore accru leur fardeau pendant la pandémie. En deux ans, la dette publique des pays avancés, qui s'était à peu près stabilisée après les deux tempêtes du tournant des années 2010 (crise financière, crise de la zone euro), a augmenté de 18 points de PIB pour atteindre 131 %.

L'impact d'une hausse des taux se fera bien sûr sentir peu à peu, au fur et à mesure du refinancement des emprunts venus à échéance. Mais il est sensible, un seul point de hausse de taux à long terme se traduit au bout de dix ans par une charge supplémentaire de la dette publique de 39 milliards d'euros, d'après les calculs de la Banque de France.

Risque supplémentaire au sein de la zone euro, les prêteurs risquent de se montrer plus gourmands pour les pays les plus endettés, comme l'Italie. Au risque de faire réapparaître de profondes failles dans l'union monétaire.

Mais il n'y a pas que la dette publique. Du côté des ménages, des taux d'intérêt plus élevés vont fragiliser le marché immobilier après plusieurs décennies de hausse des prix. Du côté des entreprises, ils vont accroître les difficultés de trésorerie et limiter les investissements. Sur les marchés financiers, ils risquent de menacer des acteurs qui ont parfois emprunté des fortunes pour jouer la hausse des cours.

Relever fortement les taux d'intérêt dans un pareil univers, c'est bien frapper une mouche avec un marteau, mais une mouche qui serait sur un carreau. Voilà pourquoi, selon toute vraisemblance, les banquiers centraux vont faire semblant de lutter contre l'inflation. Explorant, encore une fois, une terra incognita.

**L’AGENDA DU 11 mai 2022**

**8h00 en Allemagne**

Inflation en avril  
  
**14h30 aux Etats-Unis**

Inflation en avril  
  
**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers